



Daniel Suda-Lang (à droite), directeur de Handicap international Suisse, a fait part de son désarroi face à l'ampleur et la brutalité des coupes. DR

## La Genève humanitaire à la recherche d'un second souffle

**Organisations internationales** Confrontées à des restrictions financières sans précédent, les ONG doivent impérativement trouver de nouvelles sources de financement.

**Alain Jourdan**

La salle du Club suisse de la presse affichait une tension contenue ce mardi. Le thème du débat, «Où en sont les ONG? Conséquences concrètes des coupes budgétaires», résonnait comme une urgence pour les acteurs de la Genève internationale.

Après des décennies de croissance, la coopération internationale se trouve confrontée à une contraction brutale de ses ressources, au moment même où les crises humanitaires prolifèrent: guerre en Ukraine, instabilité au Sahel, catastrophes climatiques, déplacements massifs de population. Pour nombre d'organisations, le choc est d'autant plus violent qu'il s'ajoute aux séquelles laissées par la pandémie.

Dans ce contexte, Martine Brunshwig Graf a présenté la nouvelle Fondation pour l'adaptation de la Genève internationale, qu'elle préside. «Lorsqu'on crée une fondation, il est important de définir non seulement ses objectifs, mais aussi de préciser ce qu'elle ne fait pas», a insisté d'emblée l'ancienne conseillère d'État genevoise.

Une clarification essentielle, selon elle, face aux attentes d'organisations durement frappées par les réductions de l'aide publique américaine et suisse. «Nous n'allons pas intervenir pour remplacer d'autres acteurs. Ce n'est pas notre rôle de combler les manques laissés par les coupes budgétaires», a-t-elle prévenu.

La présidente a martelé que la mission de la fondation est avant tout d'encourager l'innovation et la synergie. Avec un budget de 50 millions de francs – somme modeste à l'échelle des besoins – l'objectif est de soutenir des projets capables de devenir auto-

**«Avec la décision des États-Unis de supprimer toute aide internationale, nous avons dû arrêter 25 projets et nous séparer d'environ 1000 collaborateurs sur 5000.»**

**Daniel Suda-Lang**  
Directeur de Handicap International Suisse

nomes à moyen terme. «Le terme adaptation est central», a expliqué Martine Brunshwig Graf, évoquant la nécessité de nouveaux modèles de coopération et de financement: «Trop souvent, les ONG sont en concurrence, parfois par nécessité. Nous voulons favoriser le partage de ressources et la recherche de nouvelles dynamiques.»

Mais sur le terrain, la réalité est bien plus brutale. Daniel Suda-Lang, directeur de Handicap international Suisse, n'a pas masqué son désarroi: «Nous avons anticipé certains changements de financement, mais nous avons été surpris par l'ampleur et la brutalité des coupes. Avec la décision des États-Unis de supprimer toute aide internationale, nous avons dû arrêter 25 projets et nous séparer d'environ 1000 collaborateurs sur 5000.»

**Toujours un pôle central**

L'impact humain est colossal: près de 300'000 bénéficiaires vulnérables – dont beaucoup en situation de handicap – se retrouvent privés d'assistance. «Plus que les chiffres, c'est cette insécurité permanente qui laisse des traces sur nos équipes», a-t-il ajouté, évoquant une période de transition douloureuse.

Le constat de Frédéric Baldini, chef du bureau Helvetas à Genève, n'est pas plus rassurant. Son organisation, qui tire près de la moitié de ses financements de la Confédération, se voit contrainte de réduire son action. «Nous allons fermer notre bureau au Sri Lanka d'ici à la fin de l'année. Cela signifie que 650'000 personnes ne pourront plus bénéficier de notre aide», a-t-il déploré. Helvetas a également dû mettre un terme à deux projets, en Moldavie et au Bangladesh.

Andreas Missbach, directeur d'Alliance Sud, a rappelé l'ampleur des réductions décidées à Berne: «Concrètement, cela représente 30 millions de moins pour l'an prochain, puis encore 50 millions en 2027 et 2028. En 2028, l'aide bilatérale sera réduite d'un quart par rapport à l'année dernière.» Et de déplorer: «Ces coupes touchent surtout l'Afrique subsaharienne, à qui il manquera 60 millions de francs.»

Pour Mark Kessler, responsable de la coopération internationale de Caritas Suisse, les conséquences sont aussi structurelles: «Moins d'argent signifie moins de projets. Les projets deviennent plus petits, plus fragmentés, avec un impact beaucoup plus limité. Cela fragilise notre modèle.» Le réseau de partenaires locaux, en particulier en Afrique, se voit menacé par l'assèchement des financements internationaux.

Face à ce tableau sombre, certains veulent toutefois croire à la résilience de la Genève humanitaire. Frédéric Baldini souligne «le terreau unique» qu'offre la ville, et son attractivité intacte malgré les pressions.

**«Grande responsabilité»**

Tous s'accordent pour dire que la densité d'acteurs internationaux constitue une force qu'il faut préserver. Mais le défi est immense. «La responsabilité qui nous incombe est grande», a reconnu Martine Brunshwig Graf. La fondation qu'elle préside ne prétend pas résoudre la crise financière du secteur, mais veut impulser une dynamique nouvelle. Reste à savoir si ce souffle suffira à inverser une tendance lourde: celle d'un humanitaire sous contrainte, alors que jamais les populations vulnérables n'ont eu autant besoin d'aide.

## Lois corsets: appel au double non le 28 septembre

**Scrutin** Le comité référendaire dénonce une «attaque frontale contre les services publics».

Partis de gauche, syndicats et associations unis dans le comité «Non aux lois corsets» invitent à glisser un double non dans les urnes le 28 septembre. Face à la presse ce mardi, une dizaine d'intervenants ont alerté contre les conséquences déléteres pour les services publics de ces deux mécanismes de freins aux dépenses.

En cas de déficit budgétaire, l'un interdirait la création de tout nouveau poste permanent à l'État – à l'exception des enseignants; pour l'autre, la hausse des charges non contraintes ne pourrait, proportionnellement, pas dépasser celle de la population. Des dérogations sont prévues, mais conditionnées au vote du budget à une majorité de deux tiers du parlement.

**Des lois «impraticables»**

Alice Lefrançois, du syndicat SIT, pointe l'absurdité de corréliser la hausse des charges à celle de la population. «Entre 2014 et 2024, celle-ci a augmenté de 10%, tandis que le nombre d'enfants dans des structures spécialisées a augmenté de 27%, le nombre de gens soignés à l'hôpital de 25% et celui des procédures judiciaires de 15%. Les dossiers à l'aide sociale ont explosé depuis 2012 (+54%), et concernant le nombre d'heures de soins assurées par l'IMAD, la hausse s'élève à 38%.»

«Ces lois sont impraticables, conclut-elle, car pour répondre aux besoins à l'hôpital, faudrait-il couper dans les effectifs de la police?» La droite veut forcer le Conseil d'État et le Grand Conseil

à fixer des priorités claires. «Cela fait longtemps que les services publics sont à l'os, le Conseil d'État refuse ces mécanismes, car il en est parfaitement conscient», balaille Davide De Filippo, président de la Communauté d'action syndicale.

Pour faire tourner les services, l'État engagera des auxiliaires, voire sous-traitera des missions, et donc précarisera les employés, s'inquiète la présidente du Cartel intersyndical du personnel de l'État, Geneviève Preti.

Elle pronostique aussi que les premiers à pâtir de ces freins seront les fonctionnaires puisque le Conseil d'État, en cas de difficultés budgétaires, «commence toujours pas supprimer les mécanismes salariaux – annuité, indexation, formation continue». Les postes perdront en attractivité, alors que la santé ou le pénitencier ont besoin de bras, ajoute-t-elle.

Pour le Vert Julien Nicolet-dit-Félix, ces lois sont «lâches», car la droite, majoritaire, pourrait opérer elle-même des coupes, mais elle préfère déléguer ces décisions impopulaires.

«Ces corsets budgétaires, qui ne sont même pas justifiés par une nécessité financière, menacent directement notre modèle social en mettant en péril des prestations essentielles pour la population et les personnes âgées en particulier», conclut Ueli Leuenberger, président de l'Avivo, le lobby des retraités.

**Rachad Armanios**

## Large front à gauche en faveur de l'initiative piétonne des Verts

**Votation** Les Genevois seront appelés aux urnes le 28 septembre pour déterminer l'avenir des infrastructures piétonnes dans le canton. La population se prononcera sur l'initiative piétonne proposée par les Verts, ainsi que sur son contre-projet, soutenu par le Conseil d'État et la majorité du Grand Conseil.

Selon les partisans de l'initiative, il est nécessaire d'accepter le texte de base, le seul à même d'offrir aux piétons les aménagements qu'ils méritent face à un contre-projet «alibi».

«Aujourd'hui, la marche représente entre 40 et 50% des déplacements dans le canton, expose Cédric Jeanneret, député Vert. Et pourtant, elle doit se partager un tiers de la voirie avec les vélos, les bus et les parcs. Les transports individuels motorisés, eux, occupent les deux tiers restants.»

**Contre-projet «vide de sens»**

Pour corriger cette injustice, l'initiative prévoit d'inscrire la séparation des flux piétons et cyclistes dans la loi sur la mobilité douce. Elle propose aussi d'investir 40 millions de francs par année dans le développement des infrastructures piétonnes. Pourquoi cette somme? «C'est à peu près les économies que réalise la société grâce à la marche, tant en matière de santé que d'aménagements», sourit Cédric Jeanneret.

Quant au contre-projet qui leur est opposé, les initiants le qualifient de texte «vide de sens». Ce dernier stipule que les cheminements piétons devront te-

nir compte des besoins des personnes à mobilité réduite et disposer d'une signalétique claire.

Sauf que les premiers concernés semblent insatisfaits de cette proposition. «Nous refusons d'être le faire-valoir des partisans du contre-projet, prévient Olivier Dufour, vice-président de la FÉGAPH, faïtière des associations de personnes à mobilité réduite. Leur texte va déjà moins loin que la Constitution suisse et les normes de l'ONU. Le seul moyen de sécuriser les itinéraires est de faire des investissements réels en faveur des piétons.»

**«Pas antivoitures»**

L'initiative prévoit aussi des aménagements dans les zones rurales. Est-ce vraiment pertinent? «C'est précisément dans ces endroits que, selon nos études, près de 39% des parents ont peur de laisser leurs enfants marcher jusqu'à l'école et donc les emmènent en voiture. Il faut briser ce cercle vicieux», plaide Didier Bonny, membre de l'ATE Genève. Et le comité l'assure, cette initiative n'est pas antivoitures. «Nous ne cherchons pas à opposer les modes de transport, mais bien à améliorer la circulation pour tout le monde, précise Marcos Weil, représentant de Mobilité piétonne Genève. Tous les déplacements commencent et finissent par de la marche. Et si plus de monde lâche la voiture, cela fera plus de place pour ceux qui ne peuvent pas s'en passer.»

**Emilien Ghidoni**